

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les frappes aériennes françaises en Syrie, à New York le 27 septembre 2015.

Mesdames,

Messieurs,

La France a frappé ce matin en Syrie un camp d'entraînement de ce groupe terroriste Daech qui menaçait la sécurité de notre pays.

La frappe s'est produite sur le camp dans une localité proche de Deir ez Zor, à l'est de la Syrie. Cette opération s'est inscrite dans le cadre de la décision que j'avais prise le 7 septembre d'envoyer des vols de reconnaissance, pour identifier des cibles qui pouvaient correspondre justement à ce que nous voulions marquer comme intention : protéger notre territoire, prévenir des actions terroristes, agir en légitime défense.

Les cibles ont pu être identifiées grâce à ces vols de reconnaissance, mais aussi grâce à la coalition qui nous a également fourni des informations. Nos forces ont atteint leurs objectifs et le camp a été en totalité détruit. 6 avions ont été utilisés dont 5 Rafale. Et nous avons pu être sûrs que la population civile n'avait pas eu de conséquences quant à notre opération.

D'autres frappes pourront avoir lieu dans les prochaines semaines si nécessaire, avec toujours le même objectif : identifier les cibles qui correspondent à des camps d'entraînement ou à des lieux où nous savons que le groupe terroriste Daech peut menacer la sécurité de notre pays ou mener des actions terroristes.

Il y a ce que nous faisons au plan militaire, que nous faisons d'ailleurs de manière autonome, même si nous travaillons avec la coalition. Et puis il y a ce que nous faisons aussi au plan politique et diplomatique. Je suis ici à New York et je vais avec le ministre des Affaires étrangères rencontrer tous les partenaires, protagonistes de ce qu'on appelle « le conflit syrien » et un conflit qui a fait 250.000 morts et dont Bachar El-Assad est le principal responsable, même si maintenant et depuis plusieurs mois le groupe Daech commet des atrocités sans nom.

Cette solution politique, elle suppose d'intégrer toutes les parties prenantes - je dis bien toutes les parties prenantes. Et la France discute avec tous et n'écarte personne. En revanche, la France considère que l'avenir de la Syrie ne peut pas passer par Bachar El-Assad.

Nous devons donc, durant toute cette période, mener à bien cette recherche d'une solution politique tout en protégeant nos intérêts, par des actions militaires ciblées qui doivent à chaque fois nous permettre de prévenir un certain nombre d'actes qui pourraient être commis dans notre pays ou d'actions qui pourraient avoir comme conséquence de mettre des coups terribles à la population civile.

La France agit au nom de principes, la France agit pour trouver une solution en Syrie et la France agit également pour se protéger. Merci.